

Accord-cadre : Genève craint pour la compétitivité de son économie

Sur [Agnefi.com](https://www.agnefi.com) le 28 mai 2021

Avec la fin des discussions en vue d'un accord institutionnel avec l'Union européenne, la ville de Calvin redoute les conséquences pour son tissu économique.

Le vice-président du Conseil d'Etat Serge Dal Busco craint que Genève ne soit durement touchée par la décision du Conseil fédéral.

Après la rupture des négociations entre la Suisse et l'Union européenne, le canton de Genève craint pour la compétitivité de son économie. Le Conseil d'Etat note que la détérioration des conditions cadres se profile d'ores et déjà pour certains domaines.

«Des relations stables et constructives avec l'UE sont indispensables au canton de Genève, à son tissu économique ouvert et innovant, ses institutions de formation et de recherche, son statut international et son assise transfrontalière», a indiqué jeudi le vice-président du Conseil d'Etat Serge Dal Busco, délégué aux affaires européennes, régionales et fédérales, interrogé par Keystone-ATS.

Et de rappeler que l'exécutif avait appelé à éviter à tout prix une rupture des négociations, considérant qu'un accord institutionnel avec l'UE permettait de consolider la voie bilatérale, de garantir l'accès au marché européen et de disposer d'une plus grande sécurité juridique. «Le statu quo ne peut engendrer qu'une érosion des accords bilatéraux et de notre accès au marché européen», écrit-il.

« Signal préoccupant »

Les services compétents de l'Etat de Genève sont en contact étroit pour évaluer toute action qui permettrait d'atténuer les conséquences de cette décision, précise le magistrat. Selon [Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève et député PLR](#), il est toutefois encore trop tôt pour connaître l'impact qu'aura la rupture des négociations.



Les entraves à l'exportation vers l'UE risquent d'engendrer des délocalisations d'entreprises Ivan Slatkine, président de la Fédération romande des entreprises Genève « Genève partage 100 kilomètres de frontière avec la France, compte quelque 92'000 travailleurs frontaliers, essentiels dans certains secteurs comme la santé, et de nombreux Genevois vivent en France. S'il n'y aura pas de conséquences dans l'immédiat sur la libre circulation des personnes, le signal est préoccupant à long terme », relève-t-il, déplorant « le déni de réalité », du Conseil fédéral.

Crainte pour l'emploi

Au niveau politique, il sera plus compliqué de travailler sur les projets transfrontaliers, prédit M. Subilia. En matière économique, le directeur de la CCIG s'inquiète d'une perte d'attractivité. Et de citer l'impact immédiat de la rupture des négociations sur l'industrie medtech suisse. « L'Arc lémanique est la troisième plus importante région au monde dans ce domaine », souligne-t-il.

Un avis partagé par la Fédération romande des entreprises Genève, qui craint pour l'emploi. « La libre circulation n'est pas concernée à court terme. Mais les entraves à l'exportation vers l'UE risquent d'engendrer des délocalisations d'entreprises », estime son président Ivan Slatkine.(ATS)